



RÈGLEMENT INTÉRIEUR

GESCHÄFTSORDNUNG

HUISHOUDELIJK REGLEMENT

2016

RÈGLEMENT INTÉRIEUR

2016

Règlement intérieur

Pages

CHAPITRE PREMIER – DISPOSITIONS GÉNÉRALES

Article 1	Attribution du Centre _____	1
Article 2	État membre _____	1
Article 3	État associé _____	2
Article 4	Statut d'observateur pour les États _____	2
Article 5	Statut d'observateur pour les organisations intergouvernementales__	3
Article 6	Statut d'observateur pour les organisations non gouvernementales agrées _____	4
Article 7	Expert _____	4

DEUXIÈME CHAPITRE – ORGANES ET FONCTIONNEMENT

Article 8	Présidence _____	5
Article 9	Secrétariat _____	5
Article 10	Sessions _____	5
Article 11	Langues _____	6

TROISIÈME CHAPITRE – DISPOSITIONS DIVERSES

Article 12	Décisions _____	6
Article 13	Budget _____	6
Article 14	Entrée en vigueur _____	7

Règlement intérieur
du Centre Administratif
de sécurité sociale pour les bateliers rhénans (« le Centre »)

CHAPITRE PREMIER
DISPOSITIONS GÉNÉRALES

Article 1^{er}

Attributions du Centre

1. Conformément à l'article 72 de l'Accord concernant la sécurité sociale des bateliers rhénans (« Accord rhénan »), le Centre est chargé de traiter toute question d'interprétation ou d'application des dispositions de cet Accord. Le Centre est également chargé des questions d'interprétation ou d'application des dispositions de l'Accord relatif à la détermination de la législation applicable aux bateliers rhénans, conclu sur la base de l'article 16 § 1 du Règlement (CE) n° 883/2004 (« Accord dérogatoire »).
2. Les décisions interprétatives portant sur l'Accord rhénan valent interprétation authentique. Les déclarations interprétatives portant sur l'Accord dérogatoire ont valeur de simple recommandation.
3. Le Centre est également chargé d'apporter son aide aux personnes intéressées à l'application de l'Accord rhénan ou de l'Accord dérogatoire, notamment aux bateliers rhénans et aux membres de leur famille, en vue du règlement pratique de situations individuelles.

Article 2

État membre

1. Sont membres du Centre les États contractants de l'Accord rhénan.
2. Conformément à l'article 71 de l'Accord rhénan, l'État membre est représenté par deux représentants gouvernementaux, un représentant des employeurs et un représentant des salariés.
3. L'État membre dispose du droit de vote sur toutes les questions traitées par le Centre, chaque délégation nationale disposant d'une voix.

Article 3

État associé

1. Tout État non membre du Centre et signataire de l'Accord dérogatoire bénéficie de plein droit du statut d'État associé.
2. L'État associé est représenté par un représentant gouvernemental qui peut choisir de se faire assister par un autre délégué gouvernemental. En outre, l'État associé est accompagné d'un représentant des employeurs et d'un représentant des salariés.
3. L'État associé dispose du droit de vote sur toute déclaration interprétative portant sur l'Accord dérogatoire, chaque délégation nationale disposant d'une voix. Il ne dispose pas de droit de vote sur toute autre question traitée par le Centre.
4. L'État associé pourra être appelé à apporter une contribution financière.

Article 4

Statut d'observateur pour les États

1. Conditions d'octroi du statut

- a. Le Centre peut attribuer le statut d'État observateur à tout État, justifiant d'un intérêt pour la protection sociale du personnel navigant de la navigation intérieure.
- b. La demande de candidature doit être formulée par écrit et permettre d'en apprécier la pertinence eu égard au critère général de l'intérêt pour la protection sociale du personnel navigant visé à la lettre précédente. L'État candidat au statut d'observateur fournit entre autres quelques informations générales, notamment statistiques, sur la navigation intérieure dans l'économie nationale.
- c. Le statut d'État observateur est attribué par une décision à l'unanimité des États membres du Centre. Le statut est attribué pour une durée illimitée. Le statut d'observateur peut être retiré à l'unanimité des États membres du Centre en cas de divergence d'intérêt grave entre le Centre et l'État observateur, en raison du comportement de cet État observateur ou en cas de manquements répétés par l'État observateur aux engagements pris à l'égard du Centre.

2. Prérogatives et engagements attachés au statut

- d. L'État observateur participe aux réunions du Centre, sous réserve de réunions désignées comme restreintes qui ne sont accessibles qu'aux seuls membres, respectivement aux membres associés du Centre.
- e. L'État observateur ne dispose pas du droit de vote.

- f. Les ordres du jour, procès-verbaux et toute autre communication du Centre sont adressés à l'État observateur comme à un État membre. Les communications écrites de l'État observateur sont diffusées par le Secrétariat aux destinataires de la documentation du Centre, comme toute communication d'un État membre.
- g. L'État observateur est représenté par un délégué gouvernemental qui peut se faire accompagner d'un représentant des employeurs et d'un représentant des salariés. Ces personnes doivent maîtriser une des langues de travail du Centre.
- h. Le cas échéant, l'État observateur fait connaître au Centre les coordonnées de(s) l'autorité(s) administratives(s) nationale(s) habilitée(s) à délivrer aux personnels navigants le certificat A1 relatif à la législation applicable.
- i. Le cas échéant, l'État observateur peut être appelé à apporter une contribution financière en cas de frais supplémentaires ou de prestations spécifiques entraînés par sa participation.

Article 5

Statut d'observateur pour les organisations intergouvernementales

1. Conditions d'octroi du statut

- a. Le Bureau International du Travail et la Commission européenne, représentée par la DG Move et/ou la DG emploi, affaires sociales et inclusion, bénéficient de plein droit du statut d'observateur.
- b. En outre, le statut d'observateur peut être accordé à toute organisation intergouvernementale dont l'activité traite de la protection sociale du personnel navigant de la navigation intérieure en Europe.
- c. La demande de candidature doit être formulée par écrit et permettre d'en apprécier la pertinence eu égard au critère visé à la lettre précédente.
- d. Le statut d'observateur est attribué par une décision à l'unanimité des États membres du Centre. Le statut est attribué pour une durée illimitée. Le statut d'observateur peut être retiré à l'unanimité des États membres du Centre en cas de divergence d'intérêt grave entre le Centre et l'organisation, en raison du comportement de cette organisation ou en cas de manquements répétés par l'organisation aux engagements pris à l'égard du Centre.

2. Prérogatives et engagements attachés au statut

- e. Des modalités spécifiques de collaboration entre le Centre et l'organisation intergouvernementale peuvent être définies au cas par cas, dans un esprit de réciprocité, par un accord particulier qui peut prendre la forme d'un échange de lettres ou d'une déclaration commune.
- f. A défaut d'accord particulier, l'organisation intergouvernementale ayant le statut d'observateur dispose des prérogatives et doit faire preuve des engagements analogues à ceux d'un État observateur et prévus aux lettres d) à f) de l'article 4.

- g. L'organisation intergouvernementale fait connaître au Centre les noms et qualités des personnes habilitées à la représenter. Celles-ci doivent maîtriser une des langues de travail du Centre.

Article 6

Statut d'observateur pour les organisations non gouvernementales agréées

1. Conditions d'octroi du statut

- a. Le Centre peut attribuer le statut d'observateur à toute organisation agréée par la CCNR et représentant les employeurs ou les salariés de la navigation intérieure au plan européen ou international.
- b. La demande de candidature doit être formulée par écrit et permettre d'en apprécier la pertinence eu égard au critère visé à la lettre précédente.
- c. Le statut d'observateur est attribué par une décision à l'unanimité des États membres du Centre. Le statut est attribué pour une durée illimitée. Le statut d'observateur peut être retiré à l'unanimité des États membres du Centre en cas de divergence d'intérêt grave entre le Centre et l'organisation non gouvernementale, en raison du comportement de cette organisation ou en cas de manquements répétés par l'organisation aux engagements pris à l'égard du Centre.

2. Prérogatives et engagements attachés au statut

- d. L'organisation non gouvernementale agréée peut, sur initiative du Centre, être auditionnée sur des sujets particuliers.
- e. L'organisation non gouvernementale agréée fait connaître au Centre les noms et qualités des personnes habilitées à la représenter. Celles-ci doivent maîtriser une des langues de travail du Centre.

Article 7

Expert

- 1. Toute délégation d'un Etat membre peut se faire assister d'un ou plusieurs experts lors des réunions, sous réserve de l'autorisation du Président.
- 2. En outre, le Centre peut convier tout expert indépendant à participer à tout ou partie d'une session particulière, s'il juge que cette intervention contribuera à la qualité des débats.

DEUXIÈME CHAPITRE ORGANES ET FONCTIONNEMENT

Article 8

Présidence

La présidence est assurée par un délégué gouvernemental représentant un État membre. Celui-ci est désigné pour deux ans, en principe par rotation dans l'ordre alphabétique de la dénomination en français des États, à moins que le Centre n'en décide autrement. Il est suppléé, en cas de besoin, par un vice-président qui est le délégué gouvernemental devant assumer la présidence durant le mandat suivant.

Article 9

Secrétariat

1. Conformément aux responsabilités lui incombant en vertu de l'article 71 § 5, 1^{ère} phrase de l'Accord rhénan, le Secrétaire Général de la Commission centrale pour la navigation du Rhin met à la disposition du Centre les moyens nécessaires à son bon fonctionnement.
2. Le Secrétaire chargé du secrétariat du Centre veille au bon déroulement des travaux du Centre et notamment prépare ses réunions, exécute ses décisions et prend toutes mesures en vue de permettre l'accomplissement de la mission confiée au Centre par l'article 72 § 1 de l'Accord rhénan.
3. Le Secrétariat tient à jour une liste des personnes habilitées à représenter les États membres, les États associés et les observateurs.

Article 10

Sessions

1. Le Centre se réunit dans la mesure du possible deux fois par an, et a minima une fois. A moins que le Centre n'en décide autrement, la réunion s'ouvrira le dernier mardi du mois de mars et le dernier mardi du mois de septembre. Elle durera au maximum deux jours. Si nécessaire, le Président peut procéder à la convocation d'une réunion extraordinaire après concertation avec le Secrétariat.
2. Le Secrétariat prépare le projet d'ordre du jour en concertation avec le président et le communique aux membres du Centre au plus tard 4 semaines avant la réunion. L'ordre du jour est adopté définitivement par le Centre au début de la session. Des points peuvent être mis à l'ordre du jour à la demande d'une délégation d'un État membre, d'un État associé ou d'un observateur qui soumet à cet effet une note introductive.

3. Les communications émanant des membres du Centre en vue de leur examen en réunion doivent autant que possible être adressées 6 semaines à l'avance au Secrétariat pour qu'il puisse en assurer la traduction et la diffusion.

4. Le Secrétariat établit le projet de procès-verbal des sessions. Celui-ci est communiqué dans le mois suivant la tenue de la réunion. Il est adopté définitivement au cours de la session suivante.

Article 11

Langues

Les langues de travail du Centre sont l'allemand, le néerlandais et le français.

TROISIÈME CHAPITRE DISPOSITIONS DIVERSES

Article 12

Décisions

1. Les décisions d'interprétation visées à l'article 72 § 2 a) de l'Accord rhénan sont prises à l'unanimité des délégations des États membres présents. Les décisions visées à l'article 72 § 2 b) de l'Accord rhénan et les décisions autres que celles prévues à l'article 72 § 2 de l'Accord rhénan sont prises à la majorité des délégations des États membres présents.

2. Les décisions d'interprétation de l'Accord dérogatoire sont prises à l'unanimité des délégations des États membres et des États associés présents.

3. Le Centre peut également prendre des décisions par voie de procédure écrite. Dans ce cas, les décisions sont prises respectivement à l'unanimité ou à la majorité des délégations des États membres du Centre et le cas échéant des États associés. La décision de chaque délégation nationale est communiquée au Secrétariat du Centre par un représentant gouvernemental.

Article 13

Budget

1. Le projet de budget préparé par le Secrétaire Général de la Commission centrale pour la navigation du Rhin est soumis pour examen au Centre.

2. Après son adoption par le Centre, le projet de budget est soumis pour décision à la Commission centrale pour la navigation du Rhin.

3. Chaque année, le Secrétaire Général de la Commission centrale pour la navigation du Rhin présente un rapport sur l'exécution du budget au Centre ou, à défaut de réunion, au Président du Centre.

Article 14

Entrée en vigueur

Le présent Règlement intérieur entre en vigueur le 1^{er} janvier 2016. A partir de cette date le Règlement intérieur du 1^{er} décembre 1987, tel que modifié le 13 octobre 1989 et le 1^{er} novembre 1992, est abrogé.



GESCHÄFTSORDNUNG

2016

Geschäftsordnung

Seite

KAPITEL 1 – ALLGEMEINE BESTIMMUNGEN

Artikel 1	Aufgaben der Zentralen Verwaltungsstelle _____	1
Artikel 2	Mitgliedstaat _____	1
Artikel 3	Assoziierter Staat _____	2
Artikel 4	Beobachterstatus für Staaten _____	2
Artikel 5	Beobachterstatus für Regierungsorganisationen _____	3
Artikel 6	Beobachterstatus für nichtstaatliche anerkannte Verbände _____	4
Artikel 7	Sachverständige _____	4

KAPITEL 2 – ORGANE UND ARBEITSWEISE

Artikel 8	Vorsitz _____	5
Artikel 9	Sekretariat _____	5
Artikel 10	Sitzungen _____	5
Artikel 11	Sprache _____	6

KAPITEL 3 – SONSTIGE BESTIMMUNGEN

Artikel 12	Beschlüsse _____	6
Artikel 13	Haushalt _____	6
Artikel 14	Inkraftsetzung _____	7

Geschäftsordnung
der Zentralen Verwaltungsstelle
für die Soziale Sicherheit der Rheinschiffer („Zentrale Verwaltungsstelle“)

KAPITEL 1
ALLGEMEINE BESTIMMUNGEN

Artikel 1

Aufgaben der Zentralen Verwaltungsstelle

1. Gemäß Artikel 72 des Übereinkommens über die Soziale Sicherheit der Rheinschiffer („Rheinübereinkommen“) behandelt die Zentrale Verwaltungsstelle alle Fragen der Auslegung oder Anwendung dieses Übereinkommens. Die Zentrale Verwaltungsstelle ist ferner für Fragen der Auslegung oder Anwendung der Vereinbarung über die Bestimmung der anzuwendenden Rechtsvorschriften für Rheinschiffer gemäß Artikel 16 Absatz 1 der Verordnung (EG) Nr. 883/2004 („Ausnahmevereinbarung“) zuständig.
2. Auslegende Beschlüsse zum Rheinübereinkommen gelten als verbindlich. Auslegende Beschlüsse zur Ausnahmevereinbarung haben lediglich Empfehlungscharakter.
3. Die Zentrale Verwaltungsstelle leistet ferner den Personen, auf welche das Rheinübereinkommen oder die Ausnahmevereinbarung Anwendung findet, insbesondere den Rheinschiffern und ihren Familienangehörigen, Hilfe bei der praktischen Regelung von Einzelfällen.

Artikel 2

Mitgliedstaat

1. Mitglieder der Zentralen Verwaltungsstelle sind die Vertragsstaaten des Rheinübereinkommens.
2. Gemäß Artikel 71 des Rheinübereinkommens wird der Mitgliedstaat von zwei Regierungsvertretern, einem Vertreter der Arbeitgeber und einem Vertreter der Arbeitnehmer vertreten.
3. Der Mitgliedstaat darf über alle von der Verwaltungsstelle behandelten Fragen abstimmen, wobei jede nationale Delegation über eine Stimme verfügt.

Artikel 3

Assoziierter Staat

1. Jeder Staat, der nicht Mitglied der Zentralen Verwaltungsstelle und Unterzeichner der Ausnahmevereinbarung ist, genießt das uneingeschränkte Recht auf den Status eines assoziierten Staates.
2. Der assoziierte Staat wird von einem Regierungsvertreter vertreten, der sich von einem weiteren Regierungsvertreter unterstützen lassen kann. Des Weiteren wird der assoziierte Staat von einem Vertreter der Arbeitgeber und einem Vertreter der Arbeitnehmer begleitet.
3. Der assoziierte Staat darf über Auslegungserklärungen zur Ausnahmevereinbarung abstimmen, wobei jede nationale Delegation über eine Stimme verfügt. Über andere von der Zentralen Verwaltungsstelle behandelte Fragen darf er nicht abstimmen.
4. Der assoziierte Staat kann aufgefordert werden, einen finanziellen Beitrag zu leisten.

Artikel 4

Beobachterstatus für Staaten

1. Voraussetzungen für die Gewährung des Status

- a) Die Zentrale Verwaltungsstelle kann Staaten, die ein berechtigtes Interesse am Sozialschutz des fahrenden Personals in der Binnenschifffahrt nachweisen können, Beobachterstatus gewähren.
- b) Der Bewerbungsantrag muss schriftlich gestellt werden und die Beurteilung seiner Relevanz in Bezug auf das im vorigen Buchstaben genannte allgemeine Kriterium des berechtigten Interesses am Sozialschutz des fahrenden Personals ermöglichen. Der Staat, der sich um den Beobachterstatus bewirbt, macht allgemeine, insbesondere statistische Angaben zur Binnenschifffahrt innerhalb seiner Volkswirtschaft.
- c) Der Status eines Beobachterstaates wird durch einstimmigen Beschluss der Mitgliedstaaten der Zentralen Verwaltungsstelle gewährt. Der Status wird auf unbegrenzte Zeit gewährt. Der Beobachterstatus kann bei schwerwiegenden Interessenunterschieden zwischen der Verwaltungsstelle und dem Beobachterstaat, aufgrund des Verhaltens des Beobachterstaats oder wegen wiederholter Verletzung der gegenüber der Verwaltungsstelle eingegangenen Verpflichtungen von den Mitgliedstaaten der Zentralen Verwaltungsstelle einstimmig widerrufen werden.

2. Vorrechte und Pflichten infolge des Status

- d) Der Beobachterstaat nimmt an den Sitzungen der Zentralen Verwaltungsstelle teil; dies gilt nicht für Sitzungen, die als interne Sitzungen bezeichnet werden und zu denen nur Mitglieder bzw. assoziierte Mitglieder der Zentralen Verwaltungsstelle Zutritt haben.
- e) Der Beobachterstaat besitzt kein Stimmrecht.

- f) Die Tagesordnungen, Niederschriften und sonstigen Mitteilungen der Zentralen Verwaltungsstelle werden dem Beobachterstaat wie einem Mitgliedstaat übermittelt. Die schriftlichen Mitteilungen des Beobachterstaats werden vom Sekretariat an die Empfänger der Dokumente der Zentralen Verwaltungsstelle wie die Mitteilungen eines Mitgliedstaats verteilt.
- g) Der Beobachterstaat wird von einem Regierungsvertreter vertreten, der sich von einem Vertreter der Arbeitgeber und einem Vertreter der Arbeitnehmer begleiten lassen kann. Diese Personen müssen eine der Arbeitssprachen der Zentralen Verwaltungsstelle beherrschen.
- h) Der Beobachterstaat teilt der Zentralen Verwaltungsstelle ggf. die Kontaktdaten der nationalen Verwaltungsbehörde(n) mit, die befugt sind, fahrendem Personal die Bescheinigung A1 über das anzuwendende Recht auszustellen.
- i) Der Beobachterstaat kann ggf. bei durch seine Teilnahme bedingten zusätzlichen Kosten oder spezifischen Leistungen um Zahlung eines finanziellen Beitrags gebeten werden.

Artikel 5

Beobachterstatus für Regierungsorganisationen

1. Voraussetzungen für die Gewährung des Status

- a) Das Internationale Arbeitsamt und die Europäische Kommission, die durch die GD Mobilität und Verkehr oder die GD Beschäftigung, Soziales und Integration vertreten wird, genießen das uneingeschränkte Recht auf Beobachterstatus.
- b) Des Weiteren kann der Beobachterstatus jeder Regierungsorganisation eingeräumt werden, die mit dem Sozialschutz des fahrenden Personals in der europäischen Binnenschifffahrt befasst ist.
- c) Der Bewerbungsantrag muss schriftlich gestellt werden und die Beurteilung seiner Relevanz in Bezug auf das im vorigen Buchstaben genannte Kriterium ermöglichen.
- d) Der Beobachterstatus wird durch einstimmigen Beschluss der Mitgliedstaaten der Zentralen Verwaltungsstelle gewährt. Der Status wird auf unbegrenzte Zeit gewährt. Der Beobachterstatus kann bei schwerwiegenden Interessenunterschieden zwischen der Verwaltungsstelle und der Regierungsorganisation, aufgrund des Verhaltens der Organisation oder wegen wiederholter Verletzung der gegenüber der Verwaltungsstelle eingegangenen Verpflichtungen von den Mitgliedstaaten der Zentralen Verwaltungsstelle einstimmig widerrufen werden.

2. Vorrechte und Pflichten infolge des Status

- e) Die Modalitäten der Zusammenarbeit können in jedem einzelnen Fall im Sinne der Reziprozität durch ein besonderes Abkommen, das insbesondere in Form eines Austauschs von Schreiben oder einer gemeinsamen Erklärung abgeschlossen werden kann, spezifisch festgelegt werden.
- f) Ohne besonderes Abkommen hat eine Regierungsorganisation mit Beobachterstatus die gleichen Vorrechte und Pflichten, die ein Beobachterstaat gemäß Artikel 4 Buchstaben d) bis f) besitzt.

- g) Die Regierungsorganisation teilt der Zentralen Verwaltungsstelle Name und Funktion der Personen mit, die berechtigt sind, sie zu vertreten. Diese Personen müssen eine der Arbeitssprachen der Zentralen Verwaltungsstelle beherrschen.

Artikel 6

Beobachterstatus für nichtstaatliche anerkannte Verbände

1. Voraussetzungen für die Gewährung des Status

- a) Die Zentrale Verwaltungsstelle kann jedem von der ZKR anerkannten Verband, der die Arbeitgeber oder Arbeitnehmer der Binnenschifffahrt auf europäischer oder internationaler Ebene vertritt, Beobachterstatus gewähren.
- b) Der Bewerbungsantrag muss schriftlich gestellt werden und die Beurteilung seiner Relevanz in Bezug auf das im vorigen Buchstaben genannte Kriterium ermöglichen.
- c) Der Beobachterstatus wird durch einstimmigen Beschluss der Mitgliedstaaten der Zentralen Verwaltungsstelle gewährt. Der Status wird auf unbegrenzte Zeit gewährt. Der Beobachterstatus kann bei schwerwiegenden Interessenunterschieden zwischen der Verwaltungsstelle und dem nichtstaatlichen Verband, aufgrund des Verhaltens des Verbands oder wegen wiederholter Verletzung der gegenüber der Verwaltungsstelle eingegangenen Verpflichtungen von den Mitgliedstaaten der Zentralen Verwaltungsstelle einstimmig widerrufen werden.

2. Vorrechte und Pflichten infolge des Status

- d) Der nichtstaatliche anerkannte Verband kann auf Initiative der Verwaltungsstelle zu besonderen Themen angehört werden.
- e) Der nichtstaatliche anerkannte Verband teilt der Zentralen Verwaltungsstelle Name und Funktion der Personen mit, die berechtigt sind, ihn zu vertreten. Diese Personen müssen eine der Arbeitssprachen der Zentralen Verwaltungsstelle beherrschen.

Artikel 7

Sachverständige

1. Jede Delegation eines Mitgliedstaats kann sich vorbehaltlich der Genehmigung des Vorsitzenden bei den Sitzungen von einem oder mehreren Sachverständigen unterstützen lassen.
2. Die Zentrale Verwaltungsstelle kann darüber hinaus unabhängige Sachverständige dazu einladen, an einer bestimmten Sitzung ganz oder teilweise teilzunehmen, wenn dies ihrer Ansicht nach zur Qualität der Diskussionen beitragen kann.

KAPITEL 2 ORGANE UND ARBEITSWEISE

Artikel 8

Vorsitz

Den Vorsitz führt ein Regierungsvertreter eines Mitgliedstaats. Dieser wird grundsätzlich im Wechsel in der alphabetischen Reihenfolge der französischen Staatennamen für zwei Jahre bezeichnet, es sei denn, die Zentrale Verwaltungsstelle beschließt etwas anderes. Er wird erforderlichenfalls durch einen Stellvertretenden Vorsitzenden vertreten, der jeweils der Regierungsvertreter ist, welcher den Vorsitz während der darauffolgenden Amtszeit wahrnimmt.

Artikel 9

Sekretariat

1. Gemäß der ihm nach Artikel 71 Absatz 5 Satz 1 des Rheinübereinkommens obliegenden Verpflichtung stellt der Generalsekretär der Zentralkommission für die Rheinschifffahrt der Zentralen Verwaltungsstelle die notwendigen Mittel für den reibungslosen Ablauf ihres Dienstbetriebs zur Verfügung.

2. Der mit dem Sekretariat der Zentralen Verwaltungsstelle betraute Sekretär trägt für den guten Verlauf der Arbeiten in der Zentralen Verwaltungsstelle Sorge. Er bereitet insbesondere ihre Sitzung vor, führt ihre Beschlüsse aus und ergreift alle Maßnahmen, die zur Erfüllung der der Zentralen Verwaltungsstelle mit Artikel 72 Absatz 1 des Rheinübereinkommens übertragenen Aufgabe erforderlich sind.

3. Das Sekretariat führt eine Liste der Personen, die berechtigt sind, die Mitgliedstaaten, assoziierten Staaten und Beobachter zu vertreten.

Artikel 10

Sitzungen

1. Die Zentrale Verwaltungsstelle tagt grundsätzlich zweimal, mindestens jedoch einmal im Jahr. Sofern die Zentrale Verwaltungsstelle nicht anders entscheidet, beginnt die Sitzung am letzten Dienstag des Monats März und am letzten Dienstag des Monats September. Sie dauert höchstens zwei Tage. Wenn erforderlich, kann der Vorsitzende nach Abstimmung mit dem Sekretariat eine außerordentliche Sitzung einberufen.

2. Das Sekretariat erstellt den Tagesordnungsentwurf in Abstimmung mit dem Vorsitzenden und leitet ihn den Mitgliedern der Zentralen Verwaltungsstelle spätestens vier Wochen vor der jeweiligen Sitzung zu. Die Tagesordnung wird von der Zentralen Verwaltungsstelle zu Beginn der Sitzung endgültig genehmigt. Vorschläge zur Aufnahme von Punkten in die Tagesordnung können von den Delegationen der Mitgliedstaaten, assoziierten Staaten oder Beobachtern eingebracht werden, die dazu jeweils eine einleitende Erläuterung unterbreiten.

3. Mitteilungen der Mitglieder der Zentralen Verwaltungsstelle, die in der Sitzung geprüft werden sollen, sind dem Sekretariat nach Möglichkeit sechs Wochen vorher zuzustellen, damit sie übersetzt und verteilt werden können.

4. Das Sekretariat erstellt einen Entwurf einer Niederschrift über die Sitzungen. Dieser wird innerhalb eines Monats nach jeder Sitzung verteilt und auf der folgenden Sitzung endgültig gebilligt.

Artikel 11

Sprache

Die Arbeitssprachen der Zentralen Verwaltungsstelle sind Deutsch, Französisch und Niederländisch.

KAPITEL 3 SONSTIGE BESTIMMUNGEN

Artikel 12

Beschlüsse

1. Die in Artikel 72 Absatz 2 Buchstabe a des Rheinübereinkommens genannten Auslegungsbeschlüsse werden einstimmig von den Delegationen der anwesenden Mitgliedstaaten gefasst. Die in Artikel 72 Absatz 2 Buchstabe b des Rheinübereinkommens genannten Beschlüsse und andere als die in Artikel 72 Absatz 2 des Rheinübereinkommens vorgesehenen Beschlüsse werden mit der Mehrheit der Stimmen der Delegationen der anwesenden Mitgliedstaaten gefasst.

2. Die Beschlüsse zur Auslegung der Ausnahmevereinbarung werden einstimmig von den Delegationen der anwesenden Mitgliedstaaten und assoziierten Staaten gefasst.

3. Die Zentrale Verwaltungsstelle kann auch Entscheidungen im schriftlichen Verfahren treffen. In diesem Fall werden die Beschlüsse einstimmig bzw. mit der Mehrheit der Stimmen der Delegationen der Mitgliedstaaten der Zentralen Verwaltungsstelle und gegebenenfalls der assoziierten Staaten gefasst. Der Beschluss jeder nationalen Delegation wird dem Sekretariat der Zentralen Verwaltungsstelle von einem Regierungsvertreter mitgeteilt.

Artikel 13

Haushalt

1. Der vom Generalsekretär der Zentralkommission für die Rheinschifffahrt aufgestellte Haushaltsentwurf wird der Zentralen Verwaltungsstelle zur Beratung vorgelegt.

2. Der Haushaltsentwurf wird nach seiner Genehmigung durch die Zentrale Verwaltungsstelle der Zentralkommission für die Rheinschifffahrt zur Entscheidung vorgelegt.

3. Alljährlich legt der Generalsekretär der Zentralkommission für die Rheinschifffahrt der Zentralen Verwaltungsstelle oder, falls keine Sitzungen abgehalten werden, dem Vorsitzenden der Zentralen Verwaltungsstelle einen Bericht über die Durchführung des Haushalts vor.

Artikel 14

Inkraftsetzung

Diese Geschäftsordnung tritt am 1. Januar 2016 in Kraft. Am selben Tag wird die Geschäftsordnung vom 1. Dezember 1987, wie geändert am 13. Oktober 1989 und am 1. November 1992, aufgehoben.

HUISHOUDELIJK REGLEMENT

2016

Huishoudelijk Reglement

Pagina

EERSTE HOOFDSTUK – ALGEMENE BEPALINGEN

Artikel 1	Taken van het Centrum _____	1
Artikel 2	Lidstaten _____	1
Artikel 3	Geassocieerde landen _____	2
Artikel 4	Landen met waarnemersstatus _____	2
Artikel 5	Waarnemersstatus van intergouvernementele organisaties _____	3
Artikel 6	Waarnemersstatus van erkende non-gouvernementele organisaties _	4
Artikel 7	Deskundigen _____	4

TWEEDE HOOFDSTUK – ORGANEN EN WERKWIJZE

Artikel 8	Voorzitterschap _____	5
Artikel 9	Secretariaat _____	5
Artikel 10	Zittingen _____	5
Artikel 11	Werktagen _____	6

DERDE HOOFDSTUK – OVERIGE BEPALINGEN

Artikel 12	Besluiten _____	6
Artikel 13	Begroting _____	6
Artikel 14	Inwerkingtreding _____	7

Huishoudelijk Reglement
van het Administratief Centrum
voor de Sociale Zekerheid van de Rijnvarenden ('het Centrum')

EERSTE HOOFDSTUK
ALGEMENE BEPALINGEN

Artikel 1

Taken van het Centrum

1. Overeenkomstig artikel 72 van het Verdrag betreffende de sociale zekerheid van rijnvarenden ("Rijnvaartverdrag") heeft het Centrum tot taak alle vraagstukken betreffende de interpretatie en de toepassing van de bepalingen van dit Verdrag te behandelen. Het Centrum heeft tevens tot taak alle vraagstukken te behandelen betreffende de interpretatie en toepassing van de bepalingen van de Uitzonderingsovereenkomst betreffende de vaststelling van de op Rijnvarenden toepasselijke wetgeving, die gesloten werd op basis van artikel 16, eerste lid, van Verordening (EG) nr. 883/2004 ("Uitzonderingsovereenkomst").
2. Interpretatieve besluiten met betrekking tot het Rijnvaartverdrag gelden als authentieke interpretatie. Interpretatieve verklaringen met betrekking tot de Uitzonderingsovereenkomst hebben louter de waarde van een aanbeveling.
3. Het Centrum heeft tevens tot taak de personen bij te staan die belang hebben bij de toepassing van het Rijnvaartverdrag en de Uitzonderingsovereenkomst, met name de rijnvarenden en hun gezinsleden, om individuele gevallen tot een praktische oplossing te brengen.

Artikel 2

Lidstaten

1. Elk land dat Verdragsluitende Partij is bij het Rijnvaartverdrag is lid van het Centrum.
2. Overeenkomstig artikel 71 van het Rijnvaartverdrag is elk land vertegenwoordigd door twee regeringsvertegenwoordigers, een vertegenwoordiger van de werkgevers en een van de werknemers.
3. Elke lidstaat beschikt over stemrecht over vraagstukken die door het Centrum worden behandeld, waarbij elke nationale delegatie over één stem beschikt.

Artikel 3

Geassocieerde landen

1. Elk land dat geen lid is van het Centrum en de Uitzonderingsovereenkomst heeft ondertekend, heeft ipso jure de status van geassocieerd land.
2. Een geassocieerd land wordt vertegenwoordigd door een regeringsvertegenwoordiger, die ervoor kan kiezen zich bij te laten staan door een andere regeringsvertegenwoordiger. Daarnaast wordt het geassocieerde land vergezeld door een vertegenwoordiger van de werkgevers en een vertegenwoordiger van de werknemers.
3. Geassocieerde landen hebben stemrecht over elke interpretatieve verklaring met betrekking tot de Uitzonderingsovereenkomst, waarbij elke nationale delegatie over één stem beschikt. Zij hebben geen stemrecht over andere vraagstukken die door het Centrum worden behandeld.
4. Van de geassocieerde landen kan een financiële bijdrage worden verlangd.

Artikel 4

Landen met waarnemersstatus

1. Voorwaarden voor de toekenning van de waarnemersstatus

- a. Het Centrum kan elk land dat een belang kan aantonen voor de sociale bescherming van varend personeel in de binnenvaart, de waarnemersstatus toekennen.
- b. Het verzoek om toekenning van de waarnemersstatus dient schriftelijk te worden ingediend. Het verzoek moet het mogelijk maken te beoordelen of voldaan is aan het algemene criterium van het belang voor de sociale bescherming van het varend personeel zoals hierboven bedoeld onder letter a). Een land dat de waarnemersstatus wenst te verkrijgen, verstrekt enkele algemene, vooral statistische, gegevens over de binnenvaart in de economie van dat land.
- c. De status van waarnemersstaat wordt toegekend door een besluit met eenparigheid van stemmen van de lidstaten van het Centrum. De status wordt voor onbepaalde duur toegekend. De waarnemersstatus kan met eenparigheid van stemmen van de lidstaten van het Centrum worden ingetrokken bij zwaarwegende uiteenlopende belangen tussen het Centrum en de waarnemersstaat, omwille van het gedrag van de waarnemersstaat of in geval van herhaaldelijke tekortkomingen van de waarnemersstaat ten aanzien van de verplichtingen jegens het Centrum.

2. Prerogatieven en verplichtingen uit hoofde van de waarnemersstatus

- d. De waarnemersstaat neemt deel aan de vergaderingen van het Centrum, onder voorbehoud van besloten vergaderingen die uitsluitend toegankelijk zijn voor de leden, respectievelijk voor de geassocieerde leden van het Centrum.
- e. Waarnemersstaten hebben geen stemrecht.

- f. Net als de lidstaten ontvangen de waarnemersstaten de agenda's, verslagen en alle overige mededelingen van het Centrum. De schriftelijke mededelingen van de waarnemersstaten worden net als de mededelingen van lidstaten door het secretariaat verstuurd naar degenen die de documenten van het Centrum ontvangen.
- g. De waarnemersstaat wordt vertegenwoordigd door een regeringsvertegenwoordiger, die ervoor kan kiezen zich te laten vergezellen door een vertegenwoordiger van de werkgevers en een vertegenwoordiger van de werknemers. Zij worden geacht één van de werktalen van het Centrum te beheersen.
- h. De waarnemersstaat deelt het Centrum de contactgegevens mee van de nationale overheidsinstantie, voor zover voorhanden, die bevoegd is om de A1-verklaring over de toepasselijke wetgeving af te geven.
- i. Indien nodig kan een land met waarnemersstatus om een financiële bijdrage worden verzocht ter tegemoetkoming in de kosten of diensten die ontstaan zijn ten gevolge van zijn deelneming.

Artikel 5

Waarnemersstatus van intergouvernementele organisaties

1. Voorwaarden voor de toekenning van de waarnemersstatus

- a. Het Internationaal Arbeidsbureau en de Europese Commissie, vertegenwoordigd door het DG Move en/of het DG Werkgelegenheid, sociale zaken en inclusie, hebben ipso iure de status van waarnemer.
- b. De status van waarnemer kan daarenboven worden toegekend aan iedere andere intergouvernementele organisatie die actief is op het gebied van de sociale bescherming van varend binnenvaartpersoneel in Europa.
- c. Het verzoek om toekenning van de waarnemersstatus dient schriftelijk te worden ingediend. Het verzoek moet het mogelijk maken te beoordelen of voldaan is aan het in bovenstaande letter b) bedoelde criterium.
- d. De status van waarnemer wordt toegekend door een besluit met eenparigheid van stemmen van de lidstaten van het Centrum. De status wordt voor onbepaalde duur toegekend. De waarnemersstatus kan met eenparigheid van stemmen van de lidstaten van het Centrum worden ingetrokken bij zwaarwegende uiteenlopende belangen tussen het Centrum en de organisatie, omwille van het gedrag van deze organisatie of in geval van herhaaldelijke tekortkomingen van de organisatie ten aanzien van de verplichtingen jegens het Centrum.

2. Prerogatieven en verplichtingen uit hoofde van de waarnemersstatus

- e. Tussen de intergouvernementele organisatie en het Centrum kunnen er op basis van wederkerigheid specifieke samenwerkingsmodaliteiten worden vastgelegd in een afzonderlijke overeenkomst, die de vorm van een briefwisseling of gemeenschappelijke verklaring kan aannemen.
- f. Bij ontstentenis van een specifieke overeenkomst, beschikt de intergouvernementele organisatie met waarnemersstatus over dezelfde prerogatieven als die van een waarnemersstaat zoals bedoeld in de letters d) tot en met f) van artikel 4 en zijn ook de verplichtingen analoog aan die van de waarnemersstaten.

- g. De intergouvernementele organisatie deelt het Centrum de naam en hoedanigheid mee van de personen die gemachtigd zijn om haar te vertegenwoordigen. Zij dienen één van de werktalen van het Centrum te beheersen.

Artikel 6

Waarnemersstatus van erkende non-gouvernementele organisaties

1. Voorwaarden voor de toekenning van de waarnemersstatus

- a. Het Centrum kan elke door de CCR erkende organisatie die de werkgevers of werknemers in de binnenvaart op Europees of internationaal niveau vertegenwoordigt, de status van waarnemer toekennen.
- b. Het verzoek om toekenning van de waarnemersstatus dient schriftelijk te worden ingediend. Het verzoek moet het mogelijk maken te beoordelen of voldaan is aan het in bovenstaande letter bedoelde criterium.
- c. De status van waarnemer wordt toegekend door een besluit met eenparigheid van stemmen van de lidstaten van het Centrum. De status wordt voor onbeperkte duur toegekend. De waarnemersstatus kan met eenparigheid van stemmen van de lidstaten van het Centrum worden ingetrokken bij zwaarwegende uiteenlopende belangen tussen het Centrum en de non-gouvernementele organisatie, omwille van het gedrag van deze organisatie of in geval van herhaaldelijke tekortkomingen van de organisatie ten aanzien van de verplichtingen jegens het Centrum.

2. Prerogatieven en verplichtingen uit hoofde van de waarnemersstatus

- d. De erkende non-gouvernementele organisatie kan op verzoek van het Centrum over specifieke onderwerpen gehoord worden.
- e. De erkende non-gouvernementele organisatie deelt het Centrum de naam en hoedanigheid mee van de personen die gemachtigd zijn om haar te vertegenwoordigen. Zij dienen één van de werktalen van het Centrum te beheersen.

Artikel 7

Deskundigen

1. Onder voorbehoud van goedkeuring door de voorzitter kan elke delegatie van een lidstaat zich tijdens de vergaderingen laten bijstaan door een of meer deskundigen.
2. Het Centrum kan daarenboven onafhankelijke deskundigen uitnodigen een specifieke zitting geheel of gedeeltelijk bij te wonen, als het van mening is dat hun bijdrage de kwaliteit van de beraadslagen verhoogt.

TWEEDE HOOFDSTUK ORGANEN EN WERKWIJZE

Artikel 8

Voorzitterschap

Het voorzitterschap wordt bekleed door een regeringsafgevaardigde van een lidstaat. Hij wordt aangewezen voor twee jaar, in principe door middel van rotatie in alfabetische volgorde van de namen van de landen in de Franse taal, tenzij het Centrum anders besluit. Indien nodig, wordt hij vervangen door de plaatsvervangend voorzitter, die de regeringsafgevaardigde is die in de volgende ambtsperiode het voorzitterschap zal bekleden.

Artikel 9

Secretariaat

1. Overeenkomstig de op hem rustende verplichtingen krachtens artikel 71, vijfde lid, eerste zin van het Rijnvaartverdrag stelt de secretaris-generaal van de Centrale Commissie voor de Rijnvaart het Centrum de vereiste middelen voor het goede functioneren van het Centrum ter beschikking.
2. De secretaris die belast is met het secretariaat van het Centrum, draagt zorg voor een goed verloop van de werkzaamheden van het Centrum. Hij bereidt met name de vergaderingen voor, voert besluiten uit en neemt alle maatregelen die nodig zijn voor de tenuitvoerlegging van de krachtens artikel 72, eerste lid, van het Rijnvaartverdrag aan het Centrum opgedragen taken.
3. Het secretariaat houdt een lijst bij van de personen die gemachtigd zijn om de lidstaten, geassocieerde landen en waarnemers te vertegenwoordigen.

Artikel 10

Zittingen

1. Het Centrum komt zo mogelijk twee keer, maar op zijn minst één keer per jaar bijeen. Tenzij het Administratief Centrum anders besluit, vindt de vergadering plaats op de laatste dinsdag in maart en de laatste dinsdag in september. De vergaderduur bedraagt ten hoogste twee dagen. Indien nodig, kan de voorzitter, na overleg met het secretariaat, een buitengewone vergadering bijeenroepen.
2. In overleg met de voorzitter stelt het secretariaat de ontwerpagenda op en doet deze ten laatste vier weken voor de zitting aan de leden van het Centrum toekomen. Aan het begin van de zitting wordt de agenda definitief door het Centrum aangenomen. Elke delegatie van een lidstaat, een geassocieerde staat of waarnemer kan verzoeken punten aan de agenda toe te voegen en verstrekt daartoe een schriftelijke toelichting.

3. De mededelingen die door de leden van het Centrum worden ingediend en tijdens de vergadering moeten worden behandeld, dienen voor zover mogelijk uiterlijk zes weken voor de vergadering bij het secretariaat ingediend te worden, zodat het secretariaat kan zorgen voor de vertaling en verspreiding.

4. Het secretariaat stelt het ontwerpverslag van de zittingen op. Dit wordt verspreid in de maand na de vergadering en tijdens de volgende zitting definitief aangenomen.

Artikel 11

Werktaal

De werktalen van het Centrum zijn Duits, Nederlands en Frans.

DERDE HOOFDSTUK OVERIGE BEPALINGEN

Artikel 12

Besluiten

1. De interpretatieve besluiten zoals bedoeld in artikel 72, tweede lid, letter a) van het Rijnvaartverdrag, worden genomen met eenparigheid van stemmen van de aanwezige lidstaten. De besluiten zoals bedoeld in artikel 72, tweede lid, letter b) van het Rijnvaartverdrag en alle andere besluiten met uitzondering van de besluiten zoals bedoeld in artikel 72, tweede lid van het Rijnvaartverdrag worden genomen met een meerderheid van stemmen van de aanwezige delegaties van de lidstaten.

2. De besluiten over de interpretatie van de Uitzonderingsovereenkomst worden genomen met eenparigheid van stemmen van de aanwezige delegaties van de lidstaten en geassocieerde landen.

3. Het Centrum kan eveneens besluiten nemen door middel van een schriftelijke procedure. In dit geval worden de besluiten respectievelijk met eenparigheid van stemmen of met een meerderheid van stemmen van de delegaties van de lidstaten van het Centrum en, indien van toepassing, van de geassocieerde landen genomen. Het besluit van iedere nationale delegatie wordt door een regeringsafgevaardigde aan het secretariaat van het Centrum meegedeeld.

Artikel 13

Begroting

1. De door de secretaris-generaal van de Centrale Commissie voor de Rijnvaart voorbereide ontwerpbegroting wordt ter behandeling aan het Centrum voorgelegd.

2. Na goedkeuring door het Centrum wordt de ontwerpbegroting aan de Centrale Commissie voor de Rijnvaart voorgelegd voor besluit.

3. Elk jaar stelt de secretaris-generaal van de Centrale Commissie voor de Rijnvaart een verslag op over de uitvoering van de begroting dat hij aan het Centrum voorlegt, of, indien er geen vergadering plaatsvindt, aan de voorzitter van het Centrum.

Artikel 14

Inwerkingtreding

Dit Huishoudelijk Reglement wordt van kracht op 1 januari 2016. Het vervangt vanaf deze datum het Huishoudelijk Reglement van 1 december 1987, in de versie van 13 oktober 1989, laatstelijk gewijzigd op 1 november 1992.
